



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politiques communautaires

Question écrite n° 61523

Texte de la question

M. Jean-Marc Chavanne souhaite interroger Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sur les conséquences de la transposition par voie d'ordonnance de plusieurs directives telles « Natura 2000 », « Oiseaux » et « Habitats ». En effet, les conditions déplorables de mise en oeuvre de ces directives expliquent la méfiance qui continue de les entourer. Force est de constater que ce projet d'ordonnances appelle des précisions que les services du ministère de l'environnement n'ont pas apportées. Qu'en sera-t-il de la liberté de circuler sur les chemins (considérés comme voies de communication et non espaces naturels). Les amateurs de loisirs verts sont très inquiets. La notion floue de « perturbation » contenue par ces ordonnances permettrait aux « intégristes de l'écologie » d'interdire la circulation sur les chemins, sans autre forme de motivation. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures qu'elle compte prendre pour protéger la liberté de circulation.

Texte de la réponse

La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a pris connaissance, avec intérêt, de la question concernant la mise en oeuvre des directives « Habitats » et « Oiseaux » et plus particulièrement le réseau Natura 2000 et ses implications en matière de circulation sur les chemins. La mise en place du réseau Natura 2000 ne modifie pas le droit existant en matière de circulation de véhicules ou de personnes. L'ordonnance du 11 avril 2001 transpose en droit national les dispositions relatives au réseau Natura 2000 des directives « Habitats » et « Oiseaux » ; ce texte ne crée pas de réglementation spécifique à ces zones mais valorise le contrat comme outil de gestion des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire. Il n'y a donc lors de la mise en place du réseau Natura 2000 aucune interdiction systématique de circuler sur les chemins, qui se superposerait aux lois et règlements en vigueur. Dans l'éventualité d'un conflit ponctuel entre une activité de loisir vert et la gestion conservatrice d'un site Natura 2000, celui-ci serait abordé de façon transparente dans le cadre de l'élaboration du document d'objectifs, comme pour toute autre activité. En outre, il faut rappeler que les maires et les préfets de département concernés ont compétence pour prendre des arrêtés réglementant la circulation de véhicules, respectivement au titre des articles L. 213-4 et L. 2215-3 du code général des collectivités territoriales. Par ailleurs, la notion de « perturbation » au sens de la directive « Habitats » a fait l'objet d'un groupe de travail au sein du comité national de concertation et de suivi de Natura 2000. Les conclusions de ce groupe de travail portaient uniquement sur l'activité de la chasse, les autres activités devant être étudiées au cas par cas dans le cadre de l'élaboration du document d'objectifs de chaque site. La notion de « perturbation » au sens de la directive « Oiseaux » a également fait l'objet d'un groupe de travail qui a permis de lister pour chaque espèce d'oiseau les activités susceptibles d'être « perturbantes ». Par exemple, les loisirs motorisés ne sont susceptibles de « perturber » que deux espèces : le gypaète barbu et l'alouette calandrelle. Cela signifie que dans les zones de protection spéciales (ZPS) désignées pour ces deux espèces, une attention plus particulière sera portée sur les activités de loisirs motorisés.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Chavanne](#)

Circonscription : Haute-Savoie (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 61523

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : aménagement du territoire et environnement

Ministère attributaire : aménagement du territoire et environnement

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée le : 28 mai 2001, page 3037

Réponse publiée le : 9 juillet 2001, page 3976